

Numéro 24
Mai 2023

BERCY 2023 :

« SOYONS DÉSINVOLTES, N'AYONS L'AIR DE RIEN... »

Le conseil
constitutionnel fidèle serviteur
de la macronie :



Après avoir validé l'essentiel de la réforme des retraites dont le report de l'âge de départ à 64 ans (mesure rejetée par une majorité de français), les si mal nommés « sages » composant le conseil constitutionnel (parmi lesquels figure notamment A. JUPPÉ, repris de justice) ont rejeté à deux reprises les demandes de Référendum d'Initiative Partagée déposées pour obtenir l'abrogation de la mesure d'âge contenue dans cette réforme.



Après 13 journées de mobilisations portées par un front syndical uni, la lutte visant à obtenir le retrait de cette réforme se poursuit le 6 juin prochain !



Le gouvernement BORNE missionné par un président si petitement élu qu'il ne doit le renouvellement de son bail à l'Élysée qu'à un ultime soubresaut républicain pour écarter du pouvoir la candidate d'une extrême droite dangereusement banalisée, s'entête à imposer un âge de départ à la retraite à 64 ans pour satisfaire les marchés et/ou lobbys financiers. Balayant d'un revers de la main les pouvoirs politiques intermédiaires à coups d'articles 49.3 ou 47.1 en passant par la procédure du vote bloqué, méprisant les revendications exprimées avec constance et responsabilité par des organisations syndicales toujours soudées, abusant de la force publique pour tenter de maîtriser la voix, la colère et la force des cortèges, le pouvoir présidentiel s'isole chaque jour un peu plus en même temps qu'il s'écarte irrémédiablement du chemin démocratique.

Alors qu'un conflit militaire se déroule toujours aux portes de l'Europe, que le climat social en France se tend depuis plusieurs mois jusqu'à risquer la rupture, les agents des finances publiques aspireraient à travailler dans un contexte professionnel alliant reconnaissance et sérénité. La DGFIP a décidé du contraire en ajoutant des motifs d'inquiétude et de souffrance supplémentaires à ses agents !



L'application « Gérer Mon Bien Immobilier » crée une charge de travail insupportable pour les personnels des services du Cadastre et s'ajoute à celle déjà exigeante des agents des SIP totalement mobilisés pour la campagne d'impôt sur le revenu !

On n'énumère plus les ratages, retards à l'allumage et autres dysfonctionnements des modules SURF / GESTION TU / EVALOC de l'application GESLOC lancés sans préparation ni support pour remplacer le logiciel fonctionnel et efficace LASCOT stoppé brutalement en novembre dernier ! Pendant que les agents s'échinent à trouver des réponses aux nombreuses et légitimes demandes des usagers, les services de BERCY (en l'occurrence ici, le bureau GF3A) sont aux abonnés absents dès qu'il s'agit d'apporter un soutien technique efficace aux personnels des services des DDFIP !

Quid aussi des charges de travail croissantes supportées par les trésoreries hospitalières du fait de restructurations et fusions de services menées au pas de charge sans moyens humains et logistiques correspondants !

Quid aussi de l'avenir des SIP et de l'évolution (évaporation?) de ses missions sur lesquels planche la DG !

Quid aussi de l'avenir des différents Services de Gestion Comptable tel celui de Mirecourt au-delà de 2026 ?

8 mai 2023 :

Une célébration de la capitulation de l'Allemagne nazie en mode confinement présidentiel... ou comment privatiser les Champs Élysées pour assurer le confort auditif et visuel du président MACRON !



*

Interdiction de manifester :
Attention risque de



casserolade !



*



Communication gouvernementale :

Après avoir annoncé lors de son allocution du 31 décembre la découverte du réchauffement climatique, le gouvernement, par la voix cette fois, de son ministre des comptes publics G. ATTAL, révèle que la fraude fiscale, c'est mal... et qu'il faut recruter des agents des finances pour lutter contre ces pratiques illégales. Si ils poussent plus loin les investigations, on devrait rapidement apprendre que les riches sont plus riches que les pauvres... et donc plus susceptibles de se soustraire à l'impôt...

Quid aussi de la nouvelle mouture de la procédure d'entretien et d'évaluation annuelle qui fait le lit à une prochaine mise en place d'une rémunération au mérite censée récompenser des talents ... Après les vertueux de l'écologie dans un BERCY au vert converti puis les prétendus champions du numérique, quel autre palmarès va-t-on nous inventer pour divertir l'agent entre deux parties de baby-foot ?

Mais de qui se moque-t-on !

Rappelez-vous les choix assumés par la DDFIP 88 à l'occasion de l'attribution de la fameuse prime COVID-19 !

Plutôt que de reconnaître l'engagement de chaque agent à exercer ses missions de service public dans un environnement toujours plus dégradé, l'administration va susciter les plus vives tensions et crispations entre les agents en accordant un surcroît de rémunération à certains tout en appliquant des pénalités de traitement aux autres ! Le nombre croissant de fiches de signalement rédigés entre des agents de la DDFIP témoigne pourtant d'une situation aussi inédite que dramatique aux finances publiques ! La mixité imposée (et promue par la DGFIP) entre des agents sous statut, des contractuels, des services civiques, des auxiliaires,... ajoute à la destruction des collectifs de travail.

Mais rassurez-vous, le contingent des cadres supérieurs n'a jamais été aussi élevé à la DDFIP 88 avec près de 10 % de postes réservés aux employés supérieurs ! On n'est jamais aussi lourdement managé qu'on manque sévèrement de personnels qualifiés !

Cette « armée mexicaine » peut toujours s'attaquer au manque de motivation supposé de ses « plus de 50 ans » voire faire face au sentiment d'ennui qui pourrait guetter les plus sensibles d'entre eux... Ce n'est sûrement pas en invitant ces agents à panser seuls des réponses sans disposer d'aucun levier collectif financier que le malaise exprimé par les agents des finances publiques sera maîtrisé !

La DGFIP est surtout inquiète de voir ses agents perdre leur motivation au gré des restructurations, des suppressions de postes, des abandons et/ou restrictions de leurs missions, de l'érosion générale du service rendu au public, des baisses significatives de pouvoir d'achat subis depuis plus de 2 ans !

Face à ces reculs sociaux sans précédent et une administration en perte totale d'attractivité qui se drape de modernité (ah, la fameuse intelligence artificielle servie à toutes les sauces !) pour mieux travestir ses échecs, il convient d'être solidaires et motivés pour supporter le délitement organisé de la DGFIP !



Facade avant



Intérieur...